

LE TEMPS

ARCHIVES ABONNÉ

Quand la police genevoise faillit causer l'annulation du sommet Bush-Assad

Les nouvelles archives de 1990 publiées par les Documents diplomatiques suisses jettent une lumière crue sur un épisode délicat de la Genève internationale. Des incidents sérieux ont émaillé les contacts entre la police genevoise, les services de sécurité de la Maison-Blanche et les journalistes américains

La Genève internationale n'a pas connu que des heures glorieuses. Quand [il fut convoqué par le chef du protocole de la Maison-Blanche Joseph Reed dans son appartement du Watergate à Washington](#), l'ambassadeur de Suisse Edouard Brunner savait un peu à quoi s'attendre. Il allait devoir s'expliquer sur les incidents qui avaient émaillé, le 23 novembre 1990, la visite du président

américain George Bush père à Genève à l'occasion d'un sommet avec son homologue syrien Hafez el-Assad. Des incidents qui auraient pu brouiller les relations entre Berne et Washington et ternir l'image de Genève comme lieu de rencontres au sommet.

Lire aussi: [1990, une Suisse prise de vertiges](#)

Fortes tensions à l'aéroport

[Un nouveau volume des Documents diplomatiques suisses sur des documents datant de 1990](#) vient d'être publié. Il jette une lumière inédite sur un épisode méconnu dont la diplomatie suisse a dû tirer les leçons. A l'arrivée de George Bush dans son avion Air Force One à Cointrin, une estrade est prévue pour les journalistes. Mais une mauvaise communication entre les services de sécurité du président américain et la police genevoise provoque une énorme confusion. Les premiers n'ont pas communiqué à la seconde que les journalistes couvrant la Maison-Blanche ont le droit de se tenir sous l'aile de l'avion à son arrivée. Il faut dire que la rencontre Bush-Assad est annoncée à la police genevoise deux jours plus tôt seulement, le 21 novembre.

Les correspondants de la Maison-Blanche ne sont pas badgés. Ils veulent, comme à leur habitude, s'approcher du tapis rouge à la descente de l'avion. Pour les policiers genevois, c'est une violation grave du protocole discuté en amont. Les reporters auraient bousculé les gardes aéroport. Il en résulte de très fortes tensions et des heurts. [Dans les comptes rendus de la police publiés par Dodis](#), les propos tenus au sujet des Américains sont sans concession, faisant la part belle aux préjugés: «Membres de la presse américaine, surexcités», «quelques individus hystériques», «des gens qui paraissaient sortir d'un monde non civilisé», des comportements «indignes d'un pays tel que les USA».

Les services de sécurité de la Maison-Blanche, «laxistes», en prennent aussi pour leur grade pour avoir empêché la police genevoise de remplir sa mission. Ils sont, il est vrai, connus pour ne pas toujours agir avec une grande délicatesse. Mais les commentaires des Genevois sont acerbes. L'un d'eux le dit: «Pour avoir vécu les venues des présidents Carter et Reagan, je ne me faisais pas de grande illusion quant à la collaboration de la sécurité américaine, qui a la fâcheuse habitude de ne pas se soumettre ou se tenir aux décisions prises.»

Bush et Assad se parlent enfin

Peu après, de nouveaux incidents à l'hôtel Holiday Inn où avait lieu la rencontre entre les présidents américain et syrien, éclatent entre les services de sécurité américains et la police genevoise. Dans un étroit couloir de l'établissement s'ajoutent aux Américains et aux Genevois des agents de

sécurité syriens. La tension est telle que la tenue même du sommet est presque remise en question par les Syriens.

Un officier de police genevois, Gambazzi, et le chef du protocole américain Joseph Reed ont maille à partir. A en croire les propos qu'a rapportés l'ambassadeur Brunner de sa rencontre avec Joseph Reed à Washington, Gambazzi aurait martelé qu'il était «le seul responsable». De gros problèmes de langue se posent entre ceux qui parlent l'anglais, l'arabe ou le français. A cette occasion, ni le chef du protocole de l'Etat de Genève ni le chef de l'information ne sont présents. Le calme revient en partie. Bush et Assad peuvent se parler.

Pour achever une journée déjà lourde en événements – la Suisse accueille ce jour-là cinq chefs d'Etat différents, dont Vaclav Havel –, le départ de George Bush à l'aéroport donne lieu à de nouveaux incidents, plus graves encore. Les journalistes suivant le président sont rudoyés par les policiers. Le chef du protocole Reed est même blessé par un policier qui lui plante le canon d'un pistolet-mitrailleur dans l'estomac. Dans son courrier adressé à Berne le 24 novembre, Edouard Brunner le souligne: Reed devait encore sentir les douleurs de cette agression quand il le rencontre au Watergate. Des appareils photos de journalistes sont détruits. Certains reporters auraient proféré des insanités, voire même une menace de mort. Un policier raconte: «Un des individus surexcités m'a crié: «N'essayez pas de venir aux Etats-Unis, vous serez descendu.» Le porte-parole de la Maison-Blanche, Marlin Fitzwater ne mâche pas ses mots: «Je n'ai jamais vu un comportement aussi brutal de la police depuis dix ans.»

Inviter les journalistes à Genève

Chef du Département fédéral des affaires étrangères, René Felber écrira un mois plus tard au président du Conseil d'Etat genevois Bernard Ziegler. Il le remercie du travail et des efforts accomplis par les Genevois. Mais il ajoute: «Néanmoins, nous sommes confrontés à des déclarations de personnes proches du président des Etats-Unis et de journalistes qui l'accompagnent depuis des années lors de ses voyages à l'étranger, et qui estiment ne jamais avoir vu d'actions policières aussi sévères vis-à-vis de l'entourage du président et du corps des journalistes.» Et le conseiller fédéral d'avertir: «Une telle situation ainsi que différents articles parus dans la presse américaine me paraissent de nature à nuire à l'image de Genève en tant que lieu de rencontres importantes. Je me demande dès lors s'il ne serait pas opportun que les autorités genevoises fassent un geste en faveur des journalistes américains.»

René Felber a conscience de l'enjeu et suit le conseil de son ambassadeur Edouard Brunner, lequel conclut sa missive du 24 novembre ainsi: «Je me demande si, pour éviter de rester sur cette impression fâcheuse de Genève recueillie par les médias américains, qui malgré tout risque, en raison de leur influence et de leur puissance, de porter atteinte à la réputation de Genève, il ne serait

pas possible de faire un geste du côté genevois à l'endroit des journalistes de la Maison-Blanche qui ont accompagné le président? On pourrait imaginer de les inviter à passer quelques jours de vacances dans un hôtel genevois et cela par exemple dans le courant de l'année 1991?» Edouard Brunner le reconnaît toutefois: ce corps de presse, «il ne faut pas l'oublier, est assez arrogant et a l'habitude d'être gâté et choyé par le président Bush».